

Les objectifs de l'Audit

Le réseau hydrométrique de l'Etat s'est constitué progressivement au gré de l'évolution des besoins relatifs à la gestion et l'aménagement du territoire et également au fil des réorganisations successives des services qui l'ont porté. Il est amené à poursuivre son évolution dans le futur pour répondre aux nouveaux enjeux. Pour garantir la pérennité de ce réseau hydrométrique tout en prenant en compte ces nouveaux enjeux, la Direction de l'Eau et de la Biodiversité (DEB) et la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR) ont souhaité qu'une étude d'optimisation du réseau de mesure soit menée. L'objectif de cet audit est d'analyser le réseau de mesure actuel, de repérer les pistes d'amélioration et d'identifier les synergies possibles avec d'autres opérateurs locaux ou nationaux.

Mener cet audit aura permis de mieux connaître le réseau hydrométrique de l'État : ses usages, ses forces et ses faiblesses ; et aussi de proposer un scénario d'évolution sur 5 ans. La méthode nationale multi-critères a été construite avec les unités d'hydrométrie (UH) des DREAL mais aussi des partenaires du réseau ; elle a permis d'avoir un regard uniforme et le moins partial possible sur chaque territoire. Par ailleurs, l'objectif a été de proposer des solutions permettant d'homogénéiser les bonnes pratiques en matière d'implantation de stations, conformément à la charte qualité de l'hydrométrie.

Bilan du diagnostic

Les **points forts** du réseau national sont :

- la **qualité** des sites et des données produites en général,
- son **utilité générale** dans ses différentes composantes.

Son **point faible**, selon les critères de l'analyse, réside dans une **répartition spatiale inégale** des sites avec :

- des secteurs présentant de **fortes concentrations de stations**, souvent du fait des besoins de prévision des crues qui se juxtaposent avec d'autres besoins de connaissance hydrologique. Ces besoins différents engendrent des redondances entre sites ;
- d'autres secteurs apparaissant **sous instrumentés**, car en dehors des secteurs d'enjeux immédiats et régaliens (crues et étiages). Sur ces secteurs, il existe un déficit de connaissance hydrologique.

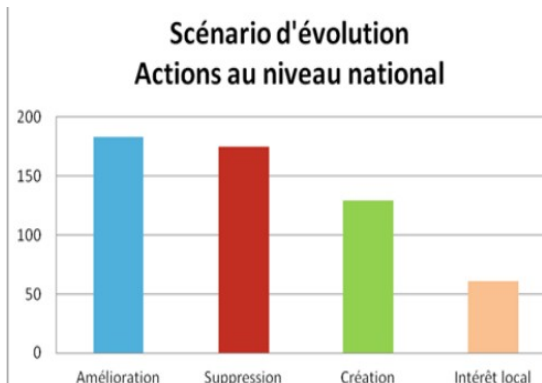
De manière plus marginale, le diagnostic a également permis d'identifier **17 % de sites à faible qualité** liés à des usages réduits à l'étiage ou la prévision des crues ou des courbes de tarages fluctuantes sur les cours d'eau à crues morphogènes. Ces sites feront l'objet d'actions spécifiques dans les scénarios.

Présentation du scénario national

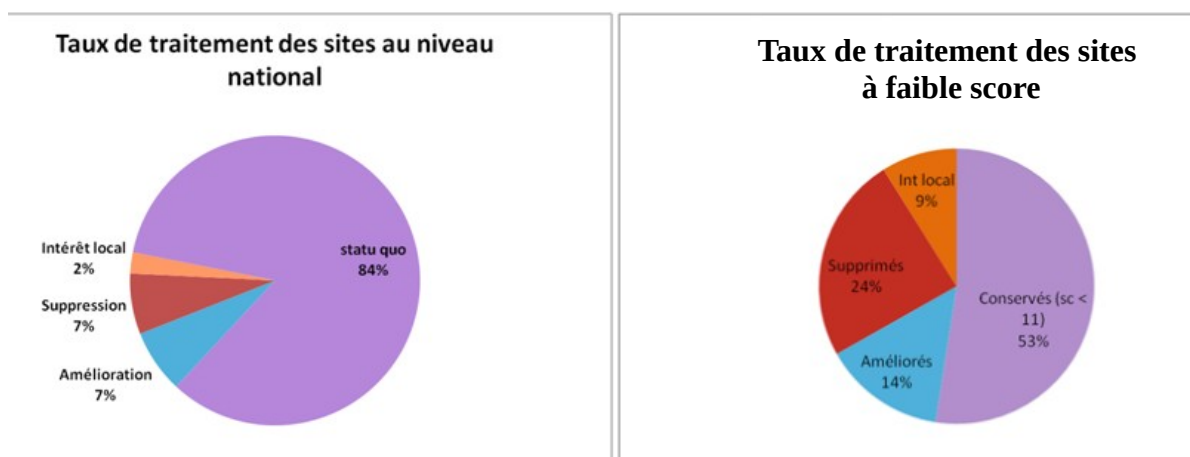
Le scénario cible d'optimisation proposé a été établi avec l'hypothèse de **moyens constants au niveau national**, avec un maillage territorial des UH inchangé et un niveau de service cible dans la continuité du niveau de service actuel.

Sur la base des résultats du diagnostic, **548 actions d'évolution sont prévues** dans le cadre des scénarios d'évolution proposés par les UH.

Les **créations** de sites envisagées sont sensiblement inférieures en nombre au cumul des **suppressions envisagées et des transferts éventuels** de sites d'intérêt local (un site est identifié d'intérêt local quand il présente des usages ne relevant pas de la sphère de compétence du réseau hydrométrique de l'État) : le réseau sera ainsi optimisé et resserré.



Dans le cadre du scénario élaboré, les actions proposées concernent 16 % des sites. Elles concernent principalement les **sites à faible score** dont près de la moitié fait l'objet d'une évolution, ce qui était une priorité dans les scénarios.



Un réseau Etat optimisé par rapport à ses moyens

Un nombre conséquent de suppressions et de créations de sites vise, en premier lieu à **améliorer le maillage territorial** de l'instrumentation des cours d'eau, en supprimant des sites redondants ou peu utiles pour se donner des moyens de créations de nouveaux sites. Par ailleurs, les **actions d'amélioration de la qualité** (jaugeage des stations en crue notamment) et de **mutualisation des usages crues et étiage**, quand c'est possible, permettront aussi d'améliorer la performance du réseau.

Pratiquement tous les critères d'évaluation, selon la méthode nationale, gagnent plusieurs points, de sorte que le réseau proposé dans le scénario cible sera **plus performant tout en étant légèrement plus resserré** (-2 % de sites au total).

Le réseau proposé dans le scénario cible est un réseau qui garde des limites : il n'a pas vocation à répondre à l'ensemble des besoins existants dans le domaine de l'hydrométrie. Il est centré sur les enjeux d'intérêt général portés par l'État : crues, étiage, connaissance. Les besoins complémentaires concernant des enjeux plus locaux nécessitent et nécessiteront encore un partenariat avec les acteurs locaux.

La croissance des enjeux en matière de suivi des étiages et du changement climatique n'a pas été prise en compte au-delà des pratiques actuelles. Si une augmentation du besoin en données hydrométriques était avérée et validée (nombre de sites, fréquence de jaugeage, précision de la donnée), cela devrait faire l'objet d'une nouvelle réflexion.

Un pilotage renforcé du réseau hydrométrique par le SCHAPI et la DEB et une mise en œuvre par les DREAL

Cet audit a permis d'élaborer le **socle d'une stratégie commune DEB-SCHAPI** relative au pilotage du réseau hydrométrique de l'État. Il a mis en exergue des enjeux grandissants sur le suivi de l'étiage des cours d'eau dans un contexte de dérèglement climatique ou encore de connaissance hydrologique. L'exercice a permis de soulever des questions de pilotage pour renforcer les liens entre les producteurs de la donnée et les utilisateurs et notamment dans le cadre de l'application des politiques publiques portées par la direction de l'eau et de la biodiversité.

La mise en œuvre du scénario cible sera réalisée par les DREAL sous le pilotage conjoint de la DEB et du SCHAPI. Elle nécessitera d'**associer les partenaires** habituels (EDF, VNF, CNR,..), mais aussi des partenaires émergents (syndicats de bassin, « gémapiens ») qui installent des réseaux de mesure. Ce sera l'occasion d'affirmer et/ou de consolider la mission de tête de réseau de l'hydrométrie pour les DREAL de bassin sur leur territoire (pôle 1 en charge de l'organisation générale des réseaux de mesure sur leur bassin) vis-à-vis de ces partenaires. Cette mission d'animation locale sera nouvelle pour la majorité des DREAL et nécessitera de quantifier les actions à mener en fonction des demandes et des moyens locaux.

Le comité technique qui a suivi la réalisation de cet audit continuera à suivre sa mise en œuvre avec en particulier un bilan à mi-parcours en 2022. Il dressera un retour d'expérience de ce premier audit national afin d'en tirer des enseignements méthodologiques pour les prochains.